



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO

## POUR L'EUROPE

### Trente-deuxième session

2-4 novembre 2020<sup>1</sup>

### Résultats et priorités de la FAO dans la région

#### Résumé

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 définit le contexte dans lequel l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses Membres œuvreront ensemble à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et des cibles spécifiques aux pays. L'alimentation et l'agriculture étant les clés de la réalisation du Programme 2030, la FAO est idéalement placée pour faire office d'intermédiaire capable d'aider tous les pays à atteindre les objectifs du Programme, en particulier l'ODD 1 (éradiquer la pauvreté) et l'ODD 2 (éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition), au moyen de transformations des systèmes alimentaires qui donnent corps aux interactions dynamiques entre les secteurs, les parties prenantes et les pays en ce qui concerne l'utilisation durable des ressources naturelles, l'agriculture, l'alimentation, la nutrition et la résilience.

Le document «Résultats et priorités de la FAO dans la région» a pour vocation de présenter à la trente-deuxième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe les résultats de l'exécution du programme pour 2018-2019 ainsi que le programme et les activités planifiées pour la période biennale 2020-2021 au titre du processus de gouvernance. Les débats en rapport avec ce document alimenteront l'examen du Cadre stratégique et du Plan à moyen terme 2022-2025, qui seront présentés à la quarante-deuxième session de la Conférence de la FAO, en juillet 2021.

Le présent document fait le point sur les résultats obtenus en 2018-2019 dans la région Europe et Asie centrale comme suite aux priorités fixées d'un commun accord à la trente et unième session de la Conférence régionale, qui s'est tenue en 2018. Il présente les réalisations marquantes accomplies aux niveaux national, sous-régional et régional sur la base du cadre de programmation des trois initiatives régionales (sur les petits agriculteurs, le commerce agroalimentaire et les actions menées pour faire face au changement climatique) et indique les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme.

La deuxième section du document décrit les activités prioritaires de la FAO dans la région pour la période 2020-2021 et au-delà, lesquelles ont été définies à partir d'un examen interne, des consultations informelles organisées dans la région, des tendances qui se dessinent et des priorités fixées par le Directeur général. Les principaux aspects évoqués sont la prépondérance structurelle

<sup>1</sup> Session initialement prévue du 5 au 7 mai 2020, à Tachkent (Ouzbékistan).

des petits agriculteurs dans la plupart des pays, la transformation des systèmes alimentaires, la progression du numérique, la hausse constatée de l'obésité et de la malnutrition, l'importance de viser une alimentation saine et accessible financièrement et l'importance de définir des mesures d'adaptation aux effets du changement climatique.

La nouvelle Initiative Main dans la main de la FAO appuiera des actions fondées sur des éléments concrets et pilotées et prises en main par les pays pour accélérer la transformation de l'agriculture et le développement rural durable afin d'éradiquer la pauvreté (ODD 1) et toutes les formes de malnutrition (ODD 2). À cela s'ajoutent d'autres priorités, comme renforcer la volonté de ne laisser personne de côté, consolider la gestion organisationnelle pour intensifier l'appui aux petits États insulaires en développement (PEID), aux pays les moins avancés (PMA) et aux pays en développement sans littoral (PDSL) et développer les partenariats avec, entre autres, les petits producteurs, les entreprises du secteur alimentaire, les intermédiaires et les consommateurs.

La réalisation des ODD passe par une transformation des systèmes alimentaires, conformément à la nouvelle approche privilégiée dans la région: «transformer les systèmes alimentaires pour atteindre les ODD». Pour faire avancer la concrétisation des ODD et la transformation des systèmes alimentaires, la FAO compte promouvoir des méthodes novatrices axées sur l'application de la science et des technologies modernes, les solutions numériques et l'innovation au niveau des modes de pensée et des modèles de coopération.

Le présent document souligne également l'importance du Programme 2030 et du renforcement du système des Nations Unies grâce à son repositionnement aux plans national et régional.

#### **Suite que la Conférence régionale est invitée à donner**

La Conférence régionale est invitée à:

- Prendre acte de la nouvelle Initiative Main dans la main, dont la FAO se servira pour promouvoir des interventions fondées sur des éléments concrets et pilotées et prises en main par les pays visant à accélérer la transformation de l'agriculture et le développement rural durable afin d'éradiquer la pauvreté (ODD 1) et la faim et toutes les formes de malnutrition (ODD 2). Ces actions contribueront à la réalisation de tous les autres ODD dans la région.
- Relever l'importance d'adopter des approches novatrices et d'utiliser la science et les technologies modernes, en particulier les solutions numériques, pour faire face aux situations nouvelles et aux nouveaux défis.
- Prendre acte de la volonté renouvelée de ne laisser personne de côté et de consolider la gestion organisationnelle pour intensifier l'appui aux PEID, aux PMA et aux PDSL, et en particulier aux PDSL d'Europe et d'Asie centrale.
- Prendre note de l'importance de renforcer les partenariats, notamment avec les petits producteurs et les entreprises du secteur alimentaire, les intermédiaires et les consommateurs, également mise en évidence par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) à sa quarante-sixième session.
- Prendre note du fait que les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition seront un document de référence fondamental pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes en agissant sur les systèmes alimentaires dans les années à venir.
- Prendre acte de la nécessité d'opérer, au sein des systèmes alimentaires, des changements qui reflètent les interactions dynamiques entre les secteurs, les parties prenantes et les pays en ce qui concerne l'utilisation durable des ressources naturelles, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience.

- Reconnaître le rôle essentiel du Cadre stratégique de la FAO pour ce qui est d'orienter les travaux techniques de l'Organisation et prendre note des dispositions prises concernant la révision proposée du Cadre stratégique.
- Saluer les travaux accomplis au titre des programmes stratégiques de la FAO ainsi que les résultats obtenus dans le cadre des initiatives régionales et dans d'autres grands domaines d'activité comme suite aux grandes priorités établies à la trente et unième session de la Conférence régionale pour l'Europe.
- Approuver les priorités proposées pour 2020-2021 et au-delà s'agissant des activités de la FAO dans la région, telles qu'elles sont présentées aux paragraphes 41 à 46, et inviter l'Organisation à en tenir compte alors qu'elle entreprendra de réviser son Cadre stratégique, dont la nouvelle version sera présentée à la Conférence de la FAO, en juillet 2021, sur la base de l'intervention menée pour faire face à la covid-19, décrite dans l'annexe web 6, et de l'avenir des systèmes alimentaires présenté dans l'annexe web 7.

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:*

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Europe

ERC-ECA-Secretariat@fao.org

## I. Introduction

1. Le Plan à moyen terme 2018-2021 (révisé) et le Programme de travail et budget 2020-2021 de la FAO ont été approuvés par la Conférence de la FAO à sa quarante et unième session, en juin 2019. Le Plan à moyen terme définit les objectifs stratégiques (OS) et les résultantes devant être mis en œuvre par les Membres et la communauté internationale avec l'appui de la FAO, conformément au Cadre stratégique révisé approuvé par la Conférence de la FAO en juillet 2017<sup>2</sup>. La Conférence régionale s'est félicitée de l'étroite concordance des objectifs stratégiques de la FAO avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et a souligné qu'il était important que l'Organisation contribue à la mise en œuvre intégrale du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement<sup>3</sup>.
2. L'annexe web 1 donne une vue d'ensemble du programme relatif aux objectifs stratégiques de la FAO, y compris de sa concordance avec les ODD<sup>4</sup>.
3. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 définit le contexte dans lequel la FAO et ses Membres œuvreront ensemble à la réalisation des ODD et des cibles spécifiques aux pays. L'alimentation et l'agriculture étant les clés de la réalisation du Programme 2030, la FAO est idéalement placée pour faire office d'intermédiaire capable d'aider tous les pays à atteindre les objectifs du Programme, en particulier l'ODD 1 (éradiquer la pauvreté) et l'ODD 2 (éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition), au moyen de transformations des systèmes alimentaires qui donnent corps aux interactions dynamiques entre les secteurs, les parties prenantes et les pays en ce qui concerne l'utilisation durable des ressources naturelles, l'agriculture, l'alimentation, la nutrition et la résilience.
4. La FAO a lancé l'Initiative Main dans la main, action fondée sur des éléments concrets, prise en main par les pays et pilotée par ceux-ci, dont l'objectif est d'accélérer la transformation de l'agriculture et le développement rural durable afin d'éradiquer la pauvreté (ODD 1) ainsi que la faim et la malnutrition sous toutes ses formes (ODD 2)<sup>5</sup>. Elle contribue ainsi à la réalisation de tous les autres ODD. L'initiative adopte une approche rigoureuse et dynamique, axée sur la mise en relation des pays ciblés avec les donateurs, le secteur privé, les institutions financières internationales, les universités et la société civile, en vue de mobiliser des moyens de mise en œuvre à l'appui d'interventions renforcées. Elle vise en priorité les pays et les territoires où se concentrent la pauvreté et la faim et dont les capacités nationales sont très limitées, et présente un cadre de suivi et d'analyse des effets produits.
5. La FAO a également créé un nouveau Bureau de l'innovation dans le souci de faciliter l'adoption d'approches audacieuses et l'utilisation de la science et des technologies modernes (y compris des solutions numériques). Le Bureau de l'innovation permettra de consolider et de renforcer davantage l'esprit d'innovation au sein de la FAO, notamment au niveau des modes de pensée, des modèles de coopération et des applications (numérisation).
6. Consciente de la vulnérabilité face aux difficultés particulières et complexes liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, la FAO a mis en place le Bureau des PEID, des PMA et des PDSL pour faire en sorte que les besoins spécifiques de ces populations et pays fragilisés soient satisfaits.
7. Par ailleurs, donnant suite à la quarante-sixième session du CSA, qui s'est tenue en octobre 2019, l'Organisation s'efforcera de promouvoir les partenariats entre les petits producteurs et les entreprises du secteur alimentaire, les intermédiaires et les consommateurs.

---

<sup>2</sup> FAO. 2017. *Cadre stratégique révisé*. Quarantième session de la Conférence de la FAO, 3-8 juillet 2017. C 2017/7 Rev. 1. <http://www.fao.org/3/a-ms431f.pdf>.

<sup>3</sup> FAO. 2019. *Stratégie de la FAO concernant le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement*. CL 163/4, Note d'information 2, novembre 2019. <http://www.fao.org/3/nb929fr/nb929fr.pdf>. Ce document présente des informations plus détaillées sur la participation de la FAO au repositionnement du système des Nations Unies pour le développement.

<sup>4</sup> FAO. 2020. *Annexe Web 1: Vue d'ensemble du programme relatif aux objectifs stratégiques de la FAO*. ERC/20/5/Web Annex 1. <http://www.fao.org/3/nc384fr/nc384fr.pdf>.

<sup>5</sup> FAO. 2020. *Initiative Main dans la main de la FAO: une nouvelle approche*. ERC/20/12 Rev.1. <http://www.fao.org/3/nc347fr/nc347fr.pdf>.

8. Le Cadre stratégique est revu tous les quatre ans<sup>6</sup>; l'examen du prochain Cadre stratégique a démarré et le document final sera présenté à la Conférence de la FAO à sa quarante-deuxième session, en 2021<sup>7</sup>. Étant donné que la tenue des sessions des conférences régionales constitue la première étape du calendrier relatif à la participation des organes directeurs et à l'exercice de leur rôle de surveillance, la trente-deuxième session de la Conférence régionale pour l'Europe est invitée à donner des indications quant aux domaines prioritaires régionaux pour l'exercice 2020-2021 et au-delà, dans le but d'orienter les activités en cours au plan régional et dans la perspective de l'élaboration du nouveau Cadre stratégique. L'annexe web 5 présente des informations actualisées sur l'élaboration du Cadre stratégique.

9. L'examen du Cadre stratégique portera essentiellement sur les aspects suivants: concordance du cadre de résultats avec le Programme 2030, renforcement des synergies et partenariats stratégiques dans le cadre de mécanismes tels que l'Initiative Main dans la main et définition des domaines prioritaires aux plans régional et mondial.

10. Par ailleurs, afin que le nouveau Cadre stratégique soit en harmonie avec le Programme 2030, le cadre de résultats devra mieux intégrer les résultats de la FAO au niveau des pays en conciliant les priorités propres aux Membres avec les priorités institutionnelles de l'Organisation, lesquelles sont également fixées par les Membres dans le Cadre stratégique. Il convient de noter qu'à la suite du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, le Cadre de programmation par pays (CPP) de la FAO devra être adapté au Plan-cadre des Nations Unies pour la coopération au service du développement durable<sup>8</sup>, principal instrument de planification et de mise en œuvre des activités de développement des Nations Unies dans chaque pays. Les CPP font en sorte que l'avantage comparatif de la FAO contribue aux résultats du Plan-cadre des Nations Unies ainsi qu'à la réalisation des ODD au plan national (l'annexe web 3 présente des informations détaillées sur le Plan-cadre des Nations Unies pour la coopération au service du développement durable et son rapport avec les CPP de la FAO)<sup>9</sup>.

11. La Conférence régionale est l'occasion pour les Membres de donner leur avis sur les résultats et les priorités de la FAO dans la région ainsi que sur les priorités régionales à inclure dans le nouveau Cadre stratégique. Le reste du présent document est structuré comme suit:

- a. La section II décrit les résultats du programme de la FAO dans la région en 2018-2019 et s'intéresse tout particulièrement aux initiatives régionales et à d'autres axes de travail.
- b. La section III présente un aperçu des tendances et des faits nouveaux observés dans la région ainsi que les domaines d'action prioritaire de la FAO et les initiatives régionales planifiées.

---

<sup>6</sup> FAO. 2017. «Mise en œuvre des actions du Plan d'action immédiate concernant la Réforme de la programmation, de la budgétisation et du suivi axé sur les résultats». *Textes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*, volume II, partie F, paragraphe 1.a. <http://www.fao.org/3/K8024F/K8024F.pdf>.

<sup>7</sup> FAO. 2019. *Processus de consultation en vue de l'élaboration du nouveau Cadre stratégique*. CL 163/4, Note d'information 1, novembre 2019. <http://www.fao.org/3/nb920fr/nb920fr.pdf>. Ce document donne des détails sur le processus de consultation en vue de l'élaboration du nouveau Cadre stratégique.

<sup>8</sup> Groupe des Nations Unies pour le développement durable. 2019. *Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable: Directives internes*. [https://unsdg.un.org/sites/default/files/2019-10/FR\\_UN%20Sustainable%20Development%20Cooperation%20Framework%20Guidance.pdf](https://unsdg.un.org/sites/default/files/2019-10/FR_UN%20Sustainable%20Development%20Cooperation%20Framework%20Guidance.pdf).

<sup>9</sup> FAO. 2020. *Annexe Web 3: Planification et programmation de la FAO par pays dans le cadre du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement*. ERC/20/5/Web Annex 3. <http://www.fao.org/3/nc386fr/nc386fr.pdf>.

## II. Réalisations dans la région

12. Les participants à la trentième session de la Conférence régionale pour l'Europe, qui s'est tenue en Turquie en 2016, ont approuvé les priorités<sup>10</sup> définies pour la période à moyen terme 2018-2021 dans le cadre du Plan institutionnel à moyen terme 2018-2021. Les priorités sont les suivantes:

- formuler des politiques efficaces favorisant une croissance durable et inclusive au bénéfice des agriculteurs et de la population rurale;
- améliorer le rayonnement sur de nouveaux marchés grâce à l'alignement des politiques commerciales, des politiques de sécurité sanitaire des aliments et des politiques sanitaires et phytosanitaires;
- promouvoir une gestion durable des ressources naturelles et lutter contre la dégradation des terres et la désertification;
- combattre l'insécurité alimentaire et faire reculer toutes les formes de malnutrition.

13. Dans la région Europe et Asie centrale, les initiatives régionales sont à présent le principal instrument de programmation permettant d'aligner les activités de l'Organisation sur les priorités régionales les plus fondamentales en facilitant l'acheminement des produits et services nécessaires aux plans régional et national et en contribuant à la concrétisation des produits et résultats convenus<sup>11</sup>. Les deux initiatives régionales en cours ont été revues et le modèle d'une troisième initiative, consacrée à la gestion durable des ressources naturelles dans le contexte de l'évolution du climat, a été défini pour 2018-2019 et approuvé par les Membres à la trente et unième session de la Conférence régionale pour l'Europe, l'objectif étant d'accroître la portée des activités mises en œuvre<sup>12</sup>. La sécurité alimentaire et la nutrition sont désormais un thème transversal des trois initiatives régionales.

14. L'annexe web 2 présente une vue d'ensemble et une évaluation des résultats obtenus dans la région au niveau des produits<sup>13</sup>. Les principales réalisations accomplies dans la région, dans le contexte des initiatives régionales et sur le thème transversal de la lutte contre l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition, sont décrites ci-après.

15. Les principaux résultats de l'Évaluation des résultats de l'Organisation 2019 dans la région sont exposés dans l'annexe web 4<sup>14</sup>.

---

<sup>10</sup> FAO. 2016. *Activités prioritaires de la FAO dans la région Europe et Asie centrale*. Trentième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe. 4-6 mai 2016, Antalya (Turquie). <http://www.fao.org/3/amp179f.pdf>.

<sup>11</sup> FAO. 2020. *Synthèse des évaluations 2014-2019 de la FAO menées dans la région Europe et Asie centrale*. ERC/20/6. <http://www.fao.org/3/nc230fr/nc230fr.pdf>.

<sup>12</sup> FAO. 2018. *Rapport de la trentième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe*. ERC/18/REP. <http://www.fao.org/3/mw908fr/mw908fr.pdf>.

<sup>13</sup> FAO. 2020. Annexe Web 2: Contribution des résultats obtenus dans la région Europe et Asie centrale aux objectifs stratégiques de la FAO pendant l'exercice biennal 2018-2019. ERC/20/5/Web Annex 2. <http://www.fao.org/3/nc385fr/nc385fr.pdf>.

<sup>14</sup> FAO. 2020. Annexe Web 4: Évaluation des résultats de l'Organisation 2019 – Résultats régionaux en Europe et en Asie centrale. ERC/20/5/Web Annex 4. [www.fao.org/3/nc387en/nc387en.pdf](http://www.fao.org/3/nc387en/nc387en.pdf).

## A. Présentation des résultats pour la période 2018-2019

### *Initiative régionale sur l'autonomisation des petits agriculteurs et des petites exploitations familiales au service de l'amélioration des moyens d'existence et de la réduction de la pauvreté (IR-1)*

16. Les principaux objectifs de l'initiative régionale 1 sont i) d'améliorer l'accès des petits agriculteurs et des petites exploitations familiales aux services (OS 3.1)<sup>15</sup> afin qu'ils puissent adopter de bonnes pratiques agricoles dans des domaines tels que la foresterie, la pêche et la production animale et soient mieux en mesure de s'adapter aux effets du changement climatique (OS 2.1 et 2.2); ii) de garantir une croissance inclusive par le renforcement des moyens d'existence ruraux. L'initiative favorise les politiques de développement rural multisectorielles qui tiennent compte de l'égalité entre les sexes et de l'émancipation économique. Elle contribue au développement des communautés rurales (OS 3.4) et des filières courtes, aux statistiques et à la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (VGGT), s'attaquant notamment à la fragmentation et à l'abandon des terres en regroupant les terres et en développant le marché foncier (OS 3.1).

17. S'agissant des objectifs de développement durable, le caractère multidimensionnel de l'agriculture familiale la rend indispensable à la réalisation de plusieurs ODD, en particulier les ODD 1, 2, 5, 8, 10 et 17.

18. Principales réalisations:

- Des pratiques novatrices ont été mises en avant (OS 2.1) en République de Moldova, où des écoles pratiques d'agriculture exploitant des nouvelles technologies ont été créées pour les cultures de petits fruits rouges, tandis que de petites serres modernes ont été mises en place au Tadjikistan. En Ouzbékistan, des agriculteurs ont appris à mieux gérer le sol, l'eau et les cultures grâce aux pratiques d'agriculture de conservation;
- les cadres de gouvernance ont été renforcés (OS 2.2) en Géorgie, où des recommandations de politiques concernant la gestion durable de la faune sauvage ont été formulées, conformément aux engagements pris au plan international. En Ouzbékistan, des évaluations et des recommandations ont été présentées pour donner plus de poids aux règles de protection des variétés de semences et de végétaux;
- des politiques et des programmes visant à améliorer l'accès aux ressources naturelles et aux technologies numériques ont été mis en avant (OS 3.1); des événements de haut niveau ont été organisés sur le thème de l'agriculture numérique en collaboration avec la Présidence bulgare du Conseil de l'Union européenne<sup>16</sup> à l'occasion du Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture (GFFA)<sup>17</sup> et de l'édition 2019 de l'événement ITU Telecom World de l'Union internationale des télécommunications (UIT). S'agissant de la mise en œuvre des VGGT, la FAO a réalisé une étude sur les bonnes pratiques européennes concernant la législation relative au regroupement des terres et préparé un guide juridique sur le regroupement des terres<sup>18</sup>. La mise en œuvre du Programme national de regroupement des terres en Macédoine du Nord a été intensifiée avec l'appui de l'Union européenne;

<sup>15</sup> Les références indiquées entre parenthèses renvoient à la résultante correspondante du Cadre stratégique de la FAO, lequel peut être consulté à l'adresse <http://www.fao.org/3/my734fr/my734fr.pdf>. Par exemple, «OS 3.1» renvoie à la résultante 3.1 du Cadre stratégique: «Les ruraux pauvres et les organisations de ruraux pauvres se sont vu donner les moyens d'accéder aux ressources productives, aux services et aux marchés».

<sup>16</sup> Pour en savoir plus, consulter <http://www.agroinnovations.bg/prezentacii-ot-forum-na-visoko-ravnishche-za-cifrovoto-zemedelie-zaedno-za-silno-cifrovo-zemedelie>.

<sup>17</sup> Pour en savoir plus, consulter <https://www.gffa-berlin.de/en/programmuebersicht-gffa-2019/high-level-panels-2019/>.

<sup>18</sup> Le guide a été présenté à l'occasion du douzième atelier du réseau LANDNET, qui s'est tenu Espagne en 2019.



- des orientations intersectorielles ont été élaborées afin de favoriser l'instauration d'un développement rural durable et propice à l'égalité hommes-femmes (OS 3.4); la FAO a accompagné l'Arménie dans la mise au point d'une stratégie nationale de développement agricole durable d'ici à 2029 et formulé des conseils pratiques sur les programmes d'appui et la politique foncière. En Bosnie-Herzégovine, la FAO a participé à la conception de la stratégie relative au développement agricole et rural pour la période 2019-2025 dans le canton 10 et le district de Brčko. En Bosnie-Herzégovine et en République de Moldova, des plans de développement communautaire ont été établis pour certaines communautés rurales et un module d'investissement à petite échelle a été mis en œuvre. Au plan régional, un réseau technique sur le développement communautaire a été mis sur pied, et des études de pays<sup>19</sup> ainsi qu'un rapport de synthèse régional sur les contraintes des petits exploitants et des exploitations familiales ont été préparés. La question transversale de la sécurité alimentaire et de la nutrition a été incorporée à l'initiative régionale par l'intermédiaire des programmes d'alimentation scolaire et de nutrition qui ont été renforcés avec l'appui de la FAO, notamment en Albanie.

19. L'initiative régionale 1 a développé sa collaboration avec ses principaux partenaires, dont le Groupe de travail permanent sur le développement rural régional, en Europe du Sud-Est, ainsi que sa collaboration avec la Commission européenne aux fins de la mise en œuvre des programmes en Géorgie, en Macédoine du Nord et au Tadjikistan. L'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Fédération de Russie, la Finlande, la Suède et la Turquie sont également d'importants partenaires fournisseurs de ressources. Les partenariats avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome se poursuit au Kirghizistan et dans d'autres pays au titre du programme conjoint des Nations Unies sur l'autonomisation économique des femmes rurales. À l'échelon régional, les alliances ont été renforcées grâce à la coalition des Nations Unies pour l'égalité des sexes<sup>20</sup>, ce qui a permis d'accroître la visibilité de la FAO lors d'événements tels que Beijing+25 et dans le contexte de la réalisation des ODD. Le dialogue avec les organisations de la société civile sur la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale et l'application des VGGT dans la région a été approfondi.

20. L'égalité des sexes est un thème transversal important de l'initiative régionale; des réalisations majeures ont été accomplies à ce niveau, comme la préparation d'évaluations de la parité hommes-femmes par pays en Géorgie, en Ukraine et en Ouzbékistan ou encore le renforcement des compétences de près de 200 membres du personnel technique des bureaux régionaux, sous-régionaux et nationaux de la FAO et de partenaires nationaux de 18 pays en matière de prise en compte systématique des questions de parité hommes-femmes. Un atelier régional sur l'élevage et les questions de parité hommes-femmes a par exemple été organisé en novembre 2019. À ces activités s'ajoutent des initiatives pilotes qui visent spécifiquement à renforcer l'autonomisation économique des femmes (comme cela a été signalé à la quarante et unième session de la Commission européenne d'agriculture [CEA])<sup>21</sup> et qui sont exécutées dans le contexte de la stratégie régionale de la FAO sur l'égalité des sexes 2019-2022.

### *Initiative régionale sur l'amélioration du commerce des produits agroalimentaires et de l'intégration des marchés (IR-2)*

21. L'objectif de l'initiative régionale 2 a encore évolué en ce qui concerne l'appui fourni aux Membres pour améliorer les politiques relatives au commerce agroalimentaire. Ses trois composantes étaient consacrées: i) au développement des compétences s'agissant des accords commerciaux de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'application de ses procédures (OS 4.1); ii) au renforcement de la capacité d'appliquer les normes mondiales en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments et, en particulier, de régler les questions sanitaires et phytosanitaires et les aspects

<sup>19</sup> Des études de pays ont été consacrées à l'Albanie, à l'Arménie, à la Géorgie, au Kirghizistan, à la Macédoine du Nord, à la République de Moldova, à la Serbie et au Tadjikistan.

<sup>20</sup> Pour en savoir plus, consulter <https://www.unece.org/runcwelcome/issue-based-coalitions/gender-equality.html>.

<sup>21</sup> FAO. 2019. *Rapport: Quarante et unième session de la Commission européenne d'agriculture*. ECA/41/19/REPORT. 1-2 octobre 2019, Budapest (Hongrie). <http://www.fao.org/3/nb770fr/nb770fr.pdf>.



liés à la santé animale (OS 4.2); iii) à l'appui à la diversification et à la promotion des marchés alimentaires intérieurs et des exportations de produits alimentaires, dans la perspective du développement de systèmes agroalimentaires plus inclusifs et plus efficaces (OS 4.3 et 4.4).

22. Les principaux ODD liés à l'initiative régionale 2 visent à stimuler le commerce agroalimentaire et à instaurer des systèmes alimentaires intégrés en favorisant les filières sûres, diversifiées et efficaces (ODD 2); à stimuler la croissance économique en facilitant l'accès aux marchés (ODD 8); à prévenir les pertes et gaspillages de nourriture (ODD 12); à redynamiser le partenariat mondial en faveur du développement durable et à accroître ses moyens de mise en œuvre (ODD 17).

23. Principales réalisations:

- des dialogues multipartites sur les accords commerciaux (OS 4.1) organisés conjointement par la FAO et la Coopération économique de la mer Noire ont été l'occasion d'aborder les défis à relever et les solutions à envisager pour accroître le commerce agroalimentaire dans la région. Le Réseau d'experts du commerce agricole en Europe et en Asie centrale a organisé des événements pour faciliter l'échange des connaissances en rapport avec le commerce et les politiques commerciales agricoles, y compris les accords commerciaux régionaux et multilatéraux<sup>22</sup>. Le dernier atelier régional du Réseau s'est tenu en novembre 2019 et s'est intéressé aux exigences de l'OMC en matière de transparence dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche<sup>23</sup>;
- un appui a été fourni aux institutions des secteurs public et privé en ce qui concerne la santé animale et végétale et la sécurité sanitaire et la qualité des aliments (OS 4.2). En Azerbaïdjan, des améliorations ont été apportées aux méthodes phytosanitaires et à la gestion des systèmes de réglementation des importations et de certification des exportations. Les capacités des organisations de protection des plantes concernant les systèmes de certification phytosanitaire et de surveillance des organismes nuisibles ont été développées en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine du Nord. Dans les pays des Balkans occidentaux, les moyens d'action des services vétérinaires contre la peste porcine africaine ont été renforcés;
- une conférence régionale sur la résistance aux antimicrobiens, l'évaluation des risques et la sécurité sanitaire des aliments a été organisée en 2019. L'examen de la législation alimentaire en Azerbaïdjan, l'évaluation des risques en Arménie, le renforcement des capacités du Codex en Macédoine du Nord et la mise au point d'une stratégie relative à la sécurité sanitaire des aliments au Tadjikistan sont quelques exemples de la façon dont les capacités nationales en matière de sécurité sanitaire des aliments ont été rehaussées;
- dans le contexte du développement des entreprises et filières agroalimentaires (OS 4.3) et des systèmes agroalimentaires (OS 4.4), une analyse de la chaîne de valeur horticole a été préparée en vue d'accroître les possibilités d'investissement au Tadjikistan. À Budapest, une consultation régionale sur les indications géographiques a permis de renforcer les moyens institutionnels des ministères de l'agriculture de la région. La Turquie a quant à elle bénéficié d'une assistance technique dans le cadre de la conception d'étiquettes indiquant l'origine des produits dans la région de Bursa. En Ukraine, une assistance technique a été mise en place en vue d'améliorer l'accès des produits du secteur agroalimentaire aux nouveaux marchés d'exportation;
- plusieurs pays ont reçu une aide technique dans le contexte de l'Initiative mondiale de réduction des pertes et du gaspillage SAVE FOOD, en collaboration avec les secteurs public et privé, aux fins de la création de stratégies nationales de lutte contre les pertes et gaspillages de nourriture: législation et programmes de dons alimentaires (par exemple en Géorgie et en Ukraine), travaux de recherche (par exemple en Macédoine du Nord et en Ukraine), activités de sensibilisation (par exemple en Turquie) ou encore programmes d'éducation destinés aux enfants dans les

<sup>22</sup> Pour en savoir plus, consulter <http://www.fao.org/economic/est/international-trade/europe-and-central-asia/cismmeetings/en/>.

<sup>23</sup> Pour en savoir plus, consulter <http://www.fao.org/economic/est/est-events-new/the-regional-workshop-on-wto-transparency-in-agriculture-and-fisheries/en/>.

écoles (par exemple en Albanie). Une communauté de pratique régionale sur la réduction des pertes et gaspillages de nourriture a été mise en place afin d'intensifier le partage d'informations et de ressources et de faciliter la collaboration et les partenariats dans la région;

- la question transversale de la sécurité alimentaire et de la nutrition (OS 1.3) a été incorporée à l'initiative régionale sous la forme d'une analyse régionale de l'incidence des accords commerciaux sur les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région, dont les principales conclusions figurent dans le rapport *Regional Overview of Food Security and Nutrition in Europe and Central Asia 2019* (Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition en Europe et Asie centrale 2019)<sup>24</sup>.

24. La collaboration avec des acteurs tels que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la Coopération économique de la mer Noire, Slow Food, l'Accord de libre-échange d'Europe centrale et l'Institut Leibniz pour le développement agricole dans les économies en transition (IAMO) a été approfondie, de même que la collaboration avec les universités (Institut national de recherche économique de la République de Moldova, Institut pour les politiques et le développement ruraux et agricoles de la Géorgie et IAMO, par exemple) et le secteur privé, en particulier l'Association ukrainienne des fruits. Des partenariats avec l'Association ouzbèke des producteurs de soie, l'École supérieure d'économie de la Fédération de Russie et l'Institut Galilée en Israël, par exemple, ont été établis en vue d'augmenter les capacités en matière de chaînes de valeur et de formuler des orientations sur les politiques sous-sectorielles. En ce qui concerne l'atténuation des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments, aux organismes nuisibles à des végétaux et à la santé animale et végétale, des travaux ont été menés en collaboration avec la Commission du Codex Alimentarius, la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

25. L'initiative régionale s'est également intéressée à des questions transversales telles que l'égalité des sexes, la gouvernance, la sécurité alimentaire et la nutrition. La prise en compte des questions de parité hommes-femmes a été assurée dans toutes les activités, y compris les ateliers et formations.

### *Initiative régionale 3 sur la gestion durable des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique (IR-3)*

26. L'initiative régionale 3 a pour ambition principale d'aider les pays à parvenir à une gestion durable des ressources naturelles, qui passe notamment par l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets et la réduction des risques de catastrophe dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche. Afin de répondre à la demande émanant de la région et des pays, elle agit sur les aspects suivants: i) l'amélioration de l'alignement des politiques, de la coordination et de la coopération en ce qui concerne l'utilisation durable des ressources naturelles, le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe, ainsi que dans d'autres domaines tels que l'accès au financement de l'action climatique (OS 2.2, 2.3 et 5.1); ii) une bonne collecte/diffusion des données et la mise au point d'outils et de services permettant une prise de décisions efficace sur la gestion des ressources naturelles, le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe (OS 2.4 et 5.2); iii) l'appui au développement des capacités sur les plans de la gestion durable des ressources naturelles, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets et de la réduction des risques de catastrophe (OS 2.1, 5.2 et 5.3).

27. Ces domaines d'action ciblaient principalement l'ODD 2<sup>25</sup> en assurant la mise en place de systèmes de production durables et résilients capables de produire plus, de préserver la biodiversité et les services écosystémiques et de mieux assurer l'atténuation du changement climatique et l'adaptation

<sup>24</sup> FAO. 2019. *Regional Overview of Food Security and Nutrition in Europe and Central Asia 2019. Structural Transformations of Agriculture for Improved Food Security, Nutrition and Environment*. Troisième partie: «Structural transformations of agriculture, food systems and food policy in Europe and Central Asia». Budapest, FAO. 104 pages. <http://www.fao.org/3/ba0056e/ba0056e.pdf>.

<sup>25</sup> L'ODD 2 vise à éliminer la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à promouvoir l'agriculture durable.

à ses effets en favorisant les bonnes pratiques et l'accès aux instruments de financement de l'action climatique. L'initiative s'est aussi intéressée à d'autres ODD essentiels à la gestion durable des ressources naturelles et à la lutte contre le changement climatique, en particulier les ODD 6, 13<sup>26</sup> et 15<sup>27</sup>.

28. Principaux résultats:

- l'harmonisation des politiques, la coordination et la coopération ont été améliorées sur les plans de l'utilisation durable des ressources naturelles, de l'atténuation du changement climatique et de la réduction des risques de catastrophe, ainsi que dans d'autres domaines tels que l'accès au financement pour le climat (OS 2.2 et 2.3). La Stratégie régionale visant à renforcer la participation au Fonds vert pour le climat (FVC) et le Plan directeur visant à renforcer la participation à la septième reconstitution des ressources de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (FEM-7) ont été élaborés pour aider les pays à bénéficier des ressources du FVC et du FEM<sup>28</sup>. La FAO a également aidé certains pays à obtenir différents niveaux de ressources du FVC et du FEM<sup>29</sup>, notamment grâce à l'établissement de premières et deuxièmes propositions de préparation et de propositions complètes – au Kirghizistan, par exemple, une proposition de financement de 49,9 millions de dollars des États-Unis a été approuvée;
- une analyse stratégique des contributions déterminées au niveau national en Europe et en Asie centrale<sup>30</sup> a été réalisée et présentée à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP-24). Elle portait sur la diffusion et la collecte de données, les outils et les services à l'appui d'une prise de décisions efficace sur la gestion des ressources naturelles, le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe (OS 2.4) En Azerbaïdjan et en Serbie, l'utilisation des techniques modernes de surveillance et d'évaluation des forêts visant à rassembler des données fiables et à jour sur les ressources forestières a été renforcée. Au Kirghizistan, les modalités de collecte, d'interprétation et d'utilisation des données à l'appui d'une action plus efficace en faveur du climat et de la réduction des risques de catastrophe, susceptible de réduire la pauvreté et d'accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ont été perfectionnées;
- en Géorgie et en Ukraine, des pratiques novatrices et des approches multisectorielles intégrées concernant l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets (comme l'agriculture intelligente face au climat) (OS 2.1) ont été mises en avant en vue de limiter les effets du changement climatique sur la production agricole en mettant à l'essai différents ensembles de bonnes pratiques agricoles et de pratiques agricoles intelligentes face au climat à différents stades de la production végétale. Un rapport de situation sur l'agroécologie dans la région a été publié;
- des initiatives de promotion des Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial (SIPAM) (OS 2.2) ont été mises sur pied afin de renforcer la résilience face au changement climatique et de préserver l'agrobiodiversité dans la région. En Ouzbékistan, les pratiques de gestion durable des terres ont été améliorées dans les paysages agricoles salinisés et sujets à la sécheresse grâce à des formations au cours desquelles des méthodes poussées ont été diffusées sur papier, sur les

<sup>26</sup> L'ODD 13 incite à prendre des mesures urgentes pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.

<sup>27</sup> L'ODD 15 vise à préserver et à restaurer les écosystèmes terrestres en veillant à les exploiter de façon durable, à gérer durablement les forêts, à lutter contre la désertification, à enrayer et à inverser le processus de dégradation des sols et à mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.

<sup>28</sup> Pour en savoir plus, consulter la note d'information sur la consultation informelle (2019) consacrée aux stratégies régionales de la FAO en faveur des flux de financement pour le climat en Europe et en Asie centrale: FVC et FEM-7, disponible à l'adresse

[http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/reu/europe/documents/events2019/IC2019/IC\\_19\\_6\\_en.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/reu/europe/documents/events2019/IC2019/IC_19_6_en.pdf).

<sup>29</sup> L'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan, la Macédoine du Nord, le Monténégro, la République de Moldova, la Serbie et le Tadjikistan ont bénéficié d'une assistance.

<sup>30</sup> Le document *Policy analysis of nationally determined contribution in Europe and Central Asia* est disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/CA2684EN/ca2684en.pdf>.

réseaux sociaux et à la télévision. En Ukraine, un partenariat national sur les sols a été créé avec l'appui de la FAO;

- dans le contexte de la promotion de l'utilisation d'informations recueillies régulièrement et de systèmes d'alerte rapide (OS 5.2), la FAO a procédé à un renforcement des capacités dans les domaines suivants: i) la méthode employée par l'Organisation pour évaluer les pertes directes imputables aux catastrophes dans les secteurs agricole, halieutique et forestier, conformément au Cadre de Sendai et au système de suivi des ODD; ii) le logiciel Open Foris Collect Earth et le Système d'indice de stress agricole de la FAO, qui permettent de cartographier et de surveiller l'évolution de la dégradation des terres et de la sécheresse, en particulier dans les pays d'Asie centrale. En outre, des améliorations ont également été apportées aux systèmes d'information et de gestion relatifs au criquet, comme les systèmes d'alerte rapide nationaux des pays du Caucase et d'Asie centrale et les outils et connaissances liés aux espèces forestières envahissantes du Réseau Europe et Asie centrale sur les espèces envahissantes des forêts;
- la FAO a aidé les pays à se préparer aux catastrophes et aux crises et à mener des interventions efficaces en réponse à celles-ci (OS 5.4) en examinant en profondeur les systèmes de réduction des risques de catastrophe (législation, politiques, cadres institutionnels, systèmes et services) de 10 pays<sup>31</sup> et en organisant une consultation régionale.

29. Plusieurs organisations ont pris part aux activités en fonction de leurs compétences techniques. Les principaux partenaires qui soutiennent l'agriculture intelligente face au climat sont le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), le Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA) et les membres de l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face aux changements climatiques. Une coopération dynamique est assurée avec d'autres organismes des Nations Unies, tels que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), des agences de développement, comme l'Office allemand de la coopération internationale (GIZ), les universités et le secteur privé (notamment le Fonds de développement russo-kirghize, au Kirghizistan), dans le cadre des propositions au titre du FVC. Une excellente collaboration a également été mise en place avec les organisations de la société civile, notamment dans le cadre de la promotion de l'agroécologie et du partenariat de l'Initiative de renforcement des capacités pour la réduction des risques de catastrophe<sup>32</sup>, qui contribue à la réduction des risques de catastrophe au Kirghizistan et au Tadjikistan.

30. Dans le domaine des statistiques, la FAO a participé au renforcement des capacités en matière de transposition au plan national et de suivi des indicateurs des ODD dans les pays Membres. L'intégration des questions de parité hommes-femmes est un aspect important à prendre en compte dans l'adaptation des ODD au contexte national ainsi que dans les différents instruments et mécanismes de programmation liés au financement de l'action climatique, tels que le FVC.

### *Combattre l'insécurité alimentaire et faire reculer toutes les formes de malnutrition*

31. Les questions prioritaires que sont la sécurité alimentaire et la nutrition sont intégrées aux différents programmes<sup>33</sup> sous les formes suivantes: soutien à la conception de politiques et de programmes adéquats (OS 1.1), collecte d'éléments concrets aux fins d'une prise de décisions éclairée (OS 1.3) et renforcement des capacités s'agissant de la mise en œuvre de politiques, de stratégies et de programmes en lien avec la sécurité alimentaire et la nutrition (OS 1.4).

<sup>31</sup> Ces 10 pays sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la République de Moldova, le Tadjikistan, l'Ukraine et l'Ouzbékistan.

<sup>32</sup> Pour en savoir plus sur l'Initiative de renforcement des capacités pour la réduction des risques de catastrophe, consulter le site web <https://www.cadri.net/>.

<sup>33</sup> La question est aussi abordée dans le document *Regional Overview of Food Security and Nutrition in Europe and Central Asia 2019*, disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca7153en/ca7153en.pdf>.

32. Les initiatives mises en place dans ce domaine prioritaire se sont focalisées sur l'ODD 2<sup>34</sup>, qui vise à mettre fin à toutes les formes de malnutrition. Dans ce contexte, la FAO a également prêté son concours aux activités menées pour donner suite à la mise en œuvre de la Déclaration de Rome sur la nutrition, adoptée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), et de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition.

33. Principaux résultats:

- l'appui à l'élaboration de politiques, de modalités et de programmes sur la sécurité alimentaire et la nutrition (OS 1.1) a été assuré par l'intermédiaire des activités du Forum sur la sécurité et la nutrition en Europe et en Asie centrale<sup>35</sup>, qui a organisé des consultations en ligne et des webinaires dans les pays sur des sujets en rapport avec la sécurité alimentaire et la nutrition (systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition, protection sociale et programmes d'alimentation scolaire et de nutrition, notamment) afin de promouvoir l'élaboration de politiques, de systèmes et de programmes en la matière;
- la prise de décisions fondée sur des éléments concrets (OS 1.3) a été facilitée par l'élaboration de la *Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition 2019*, publication phare de la FAO<sup>36</sup>. Au Kirghizistan, le Comité national de la statistique a été épaulé dans le cadre de la modification de sa méthode d'établissement des bilans alimentaires en vue d'améliorer le suivi de l'indicateur 2.1.1 sur la prévalence de la malnutrition;
- s'agissant de la mise en œuvre des politiques et des programmes en rapport avec la sécurité alimentaire et la nutrition (OS 1.4), la Plateforme régionale de partenariat et de renforcement des capacités en matière de nutrition pour l'Asie centrale et le Caucase, nouvelle structure intergouvernementale, a été établie<sup>37</sup> en collaboration avec les bureaux régionaux du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'OMS et du Programme alimentaire mondial (PAM). Elle a pour vocation de développer les moyens des gouvernements nationaux. La FAO a œuvré en faveur d'une meilleure perception de l'approche de la nutrition axée sur les systèmes alimentaires et plaidé pour l'adoption d'une démarche multisectorielle en matière de nutrition en organisant, avec l'UNICEF et l'OMS, un colloque sur les systèmes alimentaires durables et la gouvernance de la nutrition pour une alimentation saine en Asie centrale et dans le Caucase<sup>38</sup>. La FAO a fourni un appui technique au Centre de coordination régionale de l'Organisation de coopération économique chargé des politiques de sécurité alimentaire<sup>39</sup>, lequel a produit en 2019 sa première publication, intitulée *Overview of Food Security in ECO Countries*, avec l'assistance technique de la FAO.

34. Les initiatives de soutien à l'éducation et aux programmes d'alimentation scolaire et de nutrition menées par la FAO dans ce domaine ont contribué à donner suite à la CIN2. Une formation axée sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les connaissances culinaires a été dispensée aux familles rurales vulnérables du Kirghizistan et du Tadjikistan afin de faire évoluer leurs habitudes alimentaires. En ce qui a trait à la prise en compte systématique des questions de parité hommes-femmes, le document

---

<sup>34</sup> L'ODD 2 vise à éliminer la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à promouvoir l'agriculture durable.

<sup>35</sup> Pour en savoir plus sur le Forum sur la sécurité et la nutrition en Europe et en Asie centrale, consulter <http://www.fao.org/fsnforum/eca>.

<sup>36</sup> Le document *Regional Overview of Food Security and Nutrition in Europe and Central Asia 2019* est disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca7153en/ca7153en.pdf>.

<sup>37</sup> Pour en savoir plus sur la mise en route de la Plateforme régionale de partenariat et de renforcement des capacités en matière de nutrition, consulter <https://www.unicef.org/eca/press-releases/central-asia-and-caucasus-regional-nutrition-capacity-development-and-partnership>.

<sup>38</sup> Pour en savoir plus sur ce colloque, consulter <http://www.fao.org/europe/events/detail-events/ar/c/1191376/>.

<sup>39</sup> Pour en savoir plus sur le Centre de coordination régionale de l'Organisation de coopération économique chargé des politiques de sécurité alimentaire, consulter le site web du centre à l'adresse <http://www.eco-rccfs.org/>.



*Regional Overview of Food Security and Nutrition in Europe and Central Asia 2018*<sup>40</sup> indiquait, pour la première fois dans la région, la prévalence de l'insécurité alimentaire chez les hommes et chez les femmes au plan national. On a ainsi pu constater que l'insécurité alimentaire touchait davantage les femmes dans les pays du Caucase, d'Asie centrale et de la Communauté d'États indépendants.

35. Les principaux enseignements tirés<sup>41</sup> de la mise en œuvre du programme de travail de l'exercice biennal 2018-2019 sont les suivants:

- les activités menées par la FAO dans le cadre de ses initiatives régionales correspondaient aux besoins des pays en matière de développement ainsi qu'aux objectifs nationaux de réduction de la pauvreté rurale, d'intégration du commerce agroalimentaire et des marchés, de gestion des ressources naturelles et d'atténuation du changement climatique;
- si les initiatives régionales constituent une bonne base pour faciliter le dialogue intersectoriel et l'établissement de liens avec des processus externes, la théorie du changement qui les sous-tend doit néanmoins être affinée;
- les initiatives régionales ont servi de cadre de programmation facilitant la réalisation des objectifs stratégiques intersectoriels et l'application d'approches intégrées et permettant d'agir sur les priorités régionales et de produire plus de résultats à l'échelle des pays;
- les retombées ont été plus marquées lorsque des projets de petite envergure ont été reliés à des interventions majeures (notamment en créant les connaissances et les informations nécessaires pour concevoir des programmes plus vastes) ou à des réseaux établis;
- l'Accord de Paris de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la demande croissante de soutien à l'atténuation du changement climatique, à l'adaptation à ses effets et au financement pour le climat constituent une base solide pour le programme et le cadre de résultats de l'initiative régionale 3;
- le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement s'est accéléré au cours de l'exercice biennal, ce qui a conduit à une coopération plus rapprochée entre les organismes du système des Nations Unies;
- l'attachement des pays et des organismes des Nations Unies à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 entraîne une forte demande de soutien renouvelé aux processus mis en place pour adapter les ODD aux contextes nationaux dans la région, question qui a aussi été abordée lors de la consultation informelle de 2019<sup>42</sup>.

### III. Domaines d'action prioritaires pour l'exercice 2020-2021 et au-delà

36. L'exécution du programme de travail, ces dernières années, les processus d'examen internes<sup>43</sup> et les consultations informelles<sup>44</sup> organisées avec les Membres en 2019 ont éclairé les recommandations formulées concernant la révision des priorités pour la région et constituent la base sur laquelle l'approche conceptuelle des initiatives régionales a été affinée afin que les programmes menés par l'Organisation en Europe et en Asie centrale soient plus ciblés durant l'exercice 2020-2021.

<sup>40</sup> FAO. 2018. *Regional Overview of Food Security and Nutrition in Europe and Central Asia 2018*. Budapest. 110 pages. <http://www.fao.org/3/CA2703EN/CA2703EN.pdf>.

<sup>41</sup> FAO. 2020. *Synthèse des évaluations 2014-2019 de la FAO menées dans la région Europe et Asie centrale*. ERC/20/6. <http://www.fao.org/3/nc230fr/nc230fr.pdf>.

<sup>42</sup> FAO. 2020. *Synthèse des évaluations 2014-2019 de la FAO menées dans la région Europe et Asie centrale*. ERC/20/6. <http://www.fao.org/3/nc230fr/nc230fr.pdf>.

<sup>43</sup> FAO. 2020. *Synthèse des évaluations 2014-2019 de la FAO menées dans la région Europe et Asie centrale*. ERC/20/6. <http://www.fao.org/3/nc230fr/nc230fr.pdf>.

<sup>44</sup> FAO. 2019. *Informal Consultation for Europe and Central Asia, Budapest, 16–17 May 2019. Minutes*. [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/reu/europe/documents/events2019/IC2019/Minutes\\_en.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/reu/europe/documents/events2019/IC2019/Minutes_en.pdf).

37. Les consultations ont mis en évidence les évolutions positives en faveur de moyens d'existence ruraux et d'une croissance économique plus solides ainsi que d'une meilleure capacité d'adaptation des communautés qui sont tributaires de l'agriculture, évolutions qui ont été possibles grâce à l'action dynamique de la FAO, qui s'est efforcée de mobiliser son savoir-faire et les ressources nécessaires pour promouvoir une production et une gestion des ressources naturelles durables tout en limitant les effets néfastes du changement climatique au moyen de stratégies efficaces et viables d'atténuation et d'adaptation.

38. Dans les années à venir, plusieurs facteurs et tendances externes continueront d'influencer la transition vers une agriculture, une alimentation et des systèmes alimentaires durables dans la région:

- étant donné que près d'**un tiers de sa population vit en zone rurale**, la région compte encore énormément sur son secteur alimentaire et agricole pour assurer la sécurité alimentaire et une croissance économique durable;
- **l'agriculture familiale et l'importante fragmentation des terres** sont ce qui caractérise le plus les structures agricoles dans la plupart des pays, où l'agriculture industrielle est reléguée au second plan. Le manque de possibilités d'emploi est parmi les causes principales de la migration des zones rurales vers les zones urbaines, laquelle contribue à l'amenuisement constant de la main-d'œuvre qualifiée (surtout des jeunes)<sup>45</sup> en milieu rural ainsi qu'au vieillissement global dans le secteur agricole et à sa féminisation partout dans la région;
- Une tendance à **l'innovation et à l'informatisation, à l'établissement de partenariats public-privé et au financement mixte** dans l'alimentation et l'agriculture se dégage dans la région. On recherche des solutions axées sur les partenariats pour faire face aux défis liés au développement national, d'une part pour réduire la marginalisation des zones rurales et la fracture numérique qui s'agrandit et, d'autre part, pour veiller à ce que les populations les plus vulnérables ne soient pas laissées de côté. Les technologies numériques joueront un rôle de plus en plus important et les technologies de l'information se développeront. Le développement du numérique dans le système agroalimentaire est de nature à contribuer de manière notable à la sécurité alimentaire;
- les **conséquences de l'évolution du climat** sur le développement agricole et rural dans la région pèsent sur la production agricole et la durabilité environnementale. Les conditions météorologiques variables donnant lieu à des événements météorologiques extrêmes – auxquelles s'ajoutent les infestations d'organismes nuisibles et l'apparition de foyers de maladies, la dégradation des ressources naturelles, les pratiques de production non durables et le recul de la conservation de la biodiversité et de la régénération de l'environnement – nuisent gravement aux moyens d'existence et aux capacités d'adaptation des ménages ruraux;
- les **systèmes alimentaires doivent subir une transformation structurelle** axée sur le passage à des modèles plus durables. Il s'agit pour la région d'une priorité qui exige des approches multidisciplinaires couvrant les aspects liés, entre autres, à la nutrition, à l'alimentation saine et aux relations entre zones urbaines et zones rurales, ainsi qu'un renforcement de la participation de diverses parties prenantes. Les systèmes alimentaires sont au cœur des activités en rapport avec le développement durable<sup>46</sup>;
- l'état actuel de la sécurité alimentaire en Europe et en Asie centrale est marqué par la prévalence de **différentes formes de malnutrition, parmi lesquelles figurent les carences en micronutriments, le surpoids et l'obésité**<sup>47</sup>. L'alimentation malsaine et non nutritive de

<sup>45</sup> FAO. 2020. *Solutions en faveur des jeunes, de l'emploi et du développement des zones rurales en rapport avec la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale*. ERC/20/3. <http://www.fao.org/3/nc227fr/nc227fr.pdf>.

<sup>46</sup> FAO. 2020. *Systèmes alimentaires durables et alimentation saine en Europe et Asie centrale*. ERC/20/2. <http://www.fao.org/3/nc226en/nc226en.pdf>.

<sup>47</sup> FAO. 2019. *Regional Overview of Food Security and Nutrition in Europe and Central Asia 2019. Structural Transformations of Agriculture for Improved Food Security, Nutrition and Environment*. Troisième partie:



nombreux enfants et adultes de la région nécessite d'apporter des changements radicaux à l'agriculture, aux systèmes alimentaires et aux politiques alimentaires afin de faire évoluer les habitudes et les modes de production et de consommation alimentaires.

- la productivité agricole et alimentaire et les possibilités de développement du commerce agroalimentaire sont limitées par les **cadres et moyens institutionnels insuffisants** s'agissant de la réglementation et de la gestion des questions liées à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments, ainsi qu'à la santé et à la protection des animaux et des végétaux;
- alors que les pays focalisent leurs efforts sur la **réalisation des ODD au niveau national**, il est de plus en plus clair que **l'ambition du Programme 2030** exige des programmes intégrés, des politiques cohérentes, des synergies interdisciplinaires et une coordination entre les parties prenantes afin que les actions et les investissements en faveur du développement durable à l'échelle mondiale produisent un maximum de résultats concrets. La transformation des systèmes alimentaires et agricoles est indispensable à la concrétisation de nombreux ODD en dehors de l'ODD 2;
- le repositionnement du **système des Nations Unies pour le développement** aux niveaux national et régional, qui s'accompagne d'une revitalisation du système de coordonnateurs résidents des Nations Unies et de la proposition de valeur de la FAO dans le contexte du système de développement à l'échelle régionale, a contribué à consolider les connaissances et les moyens techniques dans la région<sup>48</sup>.
- **La pandémie de covid-19** a provoqué une crise sanitaire et économique mondiale. Ses conséquences socioéconomiques sur les systèmes alimentaires dans la région et la menace qu'elle fait peser sur la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes le plus vulnérables sont particulièrement préoccupantes. L'annexe web 6 fait le point sur les répercussions de la covid-19 sur l'alimentation et l'agriculture en Europe et en Asie centrale et l'intervention menée par la FAO.

39. Les tendances et les moteurs du changement pour 2022-2025 et au-delà ont été mis en évidence en 2020, grâce à une évaluation régionale qui a permis de réexaminer les grands domaines d'action à moyen terme de l'Organisation dans la région Europe et Asie centrale. Ce document présente une vue d'ensemble de la situation économique, sociale et environnementale dans la région, compte tenu de son hétérogénéité, ainsi qu'une liste des principaux moteurs du changement qui joueront vraisemblablement sur ses perspectives à moyen terme.

40. L'annexe web 7 présente un récapitulatif des moteurs du changement au plan régional et du contexte de développement dans lequel la FAO prêtera assistance aux pays de la région.

### *Activités prioritaires de la FAO dans la région*

41. À la lumière des défis, des tendances et des enseignements tirés et compte tenu du cadre d'action global qu'est le Programme 2030, de la mission et du mandat fondamentaux de la FAO et de la volonté renouvelée de ne laisser personne de côté, quatre grandes priorités ont été dégagées concernant les activités de la FAO en Europe et en Asie centrale durant l'exercice 2020-2021 et au-delà.

---

«Structural transformations of agriculture, food systems and food policy in Europe and Central Asia». Budapest, FAO. 104 pages. <http://www.fao.org/3/ca7153en/ca7153en.pdf>.

<sup>48</sup> FAO. 2020. Réseau de bureaux décentralisés. ERC/20/4. <http://www.fao.org/3/nc228fr/nc228fr.pdf>.

***I. Articuler des politiques bien conçues, promouvoir l'innovation numérique et renforcer les moyens d'existence ruraux en faisant une large place aux petits agriculteurs, aux femmes et aux jeunes***

42. L'assistance fournie doit avoir pour objet de générer des revenus pour les petits agriculteurs et de créer des possibilités d'emploi pour les femmes et les jeunes. Elle passe par des solutions numériques et des innovations adaptables fondées sur des technologies inédites, ainsi que par la mise en place de conditions qui facilitent la diffusion des données et des connaissances et favorisent l'égalité d'accès aux avantages tirés de l'innovation pour les petits agriculteurs<sup>49</sup>. Il convient d'accorder une attention particulière aux petits agriculteurs et aux exploitations familiales afin d'améliorer l'accès aux marchés et les moyens d'existence ruraux. Les besoins des groupes les plus vulnérables des populations rurales, dont les femmes et les jeunes, feront l'objet d'une attention particulière.

***II. Transformer les systèmes alimentaires et favoriser l'ouverture à de nouveaux marchés grâce à l'harmonisation des règles relatives à la sécurité sanitaire des aliments et des politiques commerciales, sanitaires et phytosanitaires afin d'honorer les engagements vis-à-vis de l'OMC et de promouvoir le développement des chaînes de valeur***

43. L'appui de l'Organisation au développement et à la promotion de systèmes alimentaires efficaces et durables et de chaînes de valeur tenant compte de la nutrition se poursuivra dans la région, de même que l'aide accordée pour libérer et exploiter le potentiel commercial aux échelons local, régional et interrégional ainsi que pour améliorer les cadres institutionnels et renforcer les capacités en ce qui concerne la sécurité sanitaire des aliments et la protection et la santé des animaux et des végétaux, conformément aux accords commerciaux internationaux et aux normes sanitaires et phytosanitaires mondiales. Les Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition seront un document de référence fondamental pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes en agissant sur les systèmes alimentaires dans les années à venir.

***III. Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles et accroître la résilience dans l'agriculture, la foresterie et les autres secteurs fondés sur l'utilisation des terres, notamment en ce qui concerne l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets***

44. Les activités de la FAO se focaliseront notamment sur une meilleure exécution de sa stratégie relative au changement climatique au plan régional, par exemple grâce à la mobilisation de ressources financières à l'aide du FVC et du FEM et à la promotion de démarches novatrices et intégrées telles que l'agriculture intelligente face au climat, l'agroécologie<sup>50</sup> ainsi que les modèles durables et les bonnes pratiques en matière de conservation de la biodiversité et de renforcement des travaux menés par la FAO dans le cadre des SIPAM. La promotion des pratiques de gestion durable des ressources naturelles et l'augmentation de l'appui à la résilience dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des autres utilisations des terres sont des moyens décisifs d'atténuer le changement climatique et de faciliter l'adaptation à ses effets. Par ailleurs, l'existence d'une base de données bien gérée propre à chaque pays est d'une importance capitale pour de nombreux processus stratégiques se déroulant aux niveaux national, régional ou mondial, comme le suivi des indicateurs des ODD et l'examen des contributions déterminées au niveau national.

---

<sup>49</sup> FAO. 2020. L'innovation et le développement du numérique en tant que catalyseurs de la transformation des systèmes alimentaires et agricoles (manifestation spéciale en marge de la Conférence régionale pour l'Europe).

<sup>50</sup> Pour en savoir plus sur l'agroécologie, consulter *Les 10 éléments de l'agroécologie: Guider la transition vers des systèmes alimentaires et agricoles durables*, disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I9037FR/i9037fr.pdf>.

#### ***IV. Combattre l'insécurité alimentaire et faire reculer toutes les formes de malnutrition***

45. La FAO s'en tient à son attachement fondamental à la primauté suprême de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qui sous-tend son programme de travail et sa participation aux partenariats en faveur de l'élimination de toutes les formes de malnutrition et du développement d'un accès équitable à une alimentation saine, nutritive et sans danger pour la santé pour tous. La lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes doit reposer sur une approche globale et sur l'intégration des actions dans les programmes en cours dans la région.

46. Les priorités de la FAO pour le prochain exercice biennal et au-delà incarnent également l'intérêt renouvelé de l'Organisation pour l'idée de ne pas faire de laissés-pour-compte, la nouvelle Initiative Main dans la main, la promotion des approches novatrices et de la science et des technologies modernes (notamment les solutions numériques et le renforcement des partenariats) et l'adoption d'une démarche axée sur la transformation des systèmes alimentaires qui établisse des liens entre les secteurs, les parties prenantes et les pays dans les domaines de l'utilisation durable des ressources naturelles, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la résilience.

#### ***Élaboration et mise en route des programmes en rapport avec les priorités régionales***

47. Afin d'aider la région à agir dans les domaines prioritaires, la FAO continue à perfectionner son dispositif de programmation et ses mécanismes institutionnels de gestion axée sur les résultats, étoffant et consolidant l'assistance technique aux Membres selon une approche ciblée et axée sur les résultats visant à améliorer l'exécution et à produire davantage de résultats concrets. L'action actuelle de la FAO en Europe et en Asie centrale s'appuie sur les trois nouvelles initiatives régionales relatives aux priorités régionales et aux nouveaux défis pour 2020-2021 et au-delà :

- Autonomiser les petits agriculteurs, les exploitations familiales et les jeunes pour améliorer les moyens d'existence ruraux et réduire de la pauvreté (IR 1)
- Transformer les systèmes alimentaires et faciliter l'accès et l'intégration aux marchés (IR 2)
- Gérer durablement les ressources naturelles et protéger la biodiversité face à l'évolution du climat (IR 3)

48. Ces initiatives régionales constituent le cadre programmatique et la plateforme sur lesquels s'appuient les acteurs concernés pour agir et contribuer à la réalisation d'objectifs communs dans la région en réfléchissant à des solutions novatrices et efficaces et en facilitant leur mise au point. L'ensemble d'outils multidisciplinaires employé pour chacune d'entre elles sert à la conception de programmes intégrés qui s'intéressent aux interactions complexes entre les défis de développement interconnectés aux plans national et régional. L'Initiative Main dans la main de la FAO, qui vise à élargir la portée des actions menées pour atteindre les ODD, facilite l'échange de connaissances et l'assistance fondée sur des éléments concrets. L'accent sera mis sur le renforcement des partenariats multipartites, y compris avec le secteur privé.

49. La FAO continuera d'exploiter ses trois initiatives régionales en Europe et en Asie centrale en apportant quelques modifications dans les domaines prioritaires, comme précisé ci-dessous, pour orienter ses activités dans la région durant l'exercice biennal 2020-2021.

#### ***Domaines prioritaires en 2020-2021***

##### ***Initiative régionale 1: autonomiser les petits agriculteurs, les exploitations familiales et les jeunes pour améliorer les moyens d'existence ruraux et réduire la pauvreté***

50. L'initiative régionale 1 renforcera son soutien aux petits agriculteurs, aux femmes et aux jeunes des zones rurales dans la région en s'appuyant davantage sur une approche solide, centrée sur l'individu, dans le cadre des interventions de programme menées aux niveaux stratégique et communautaire.

L'initiative vise à développer les capacités, la compétitivité et la solidité des moyens d'existence des agriculteurs étant donné leur fonction capitale d'agents favorisant des changements économiques et sociaux profonds au sein des communautés rurales tributaires de l'agriculture. Elle contribue à faire progresser les pays dans la mise en œuvre des ODD 1, 2, 5, 8, 10 et 17.

51. La première composante de l'initiative concerne **l'élaboration des politiques et les pratiques novatrices en matière de production agricole durable**. Les résultats attendus sont les suivants:

- la compétitivité des petits agriculteurs et des agriculteurs familiaux est renforcée grâce à la promotion de politiques intégrées et de pratiques novatrices et globalistes dans les domaines de la production animale, halieutique et végétale durable et de la gestion des forêts et des produits forestiers dans les zones rurales (OS 2.1);
- les services d'appui sont intensifiés afin d'accroître la génération de revenus et les possibilités de diversification au sein et en dehors du secteur agricole grâce à l'agroécologie et à des approches fondées sur les systèmes alimentaires durables, la prise en compte de la nutrition et l'agriculture intelligente face au climat (OS 2.1);
- les capacités en matière de conservation de la biodiversité, de lutte intégrée contre les ravageurs et d'utilisation judicieuse des ressources génétiques et naturelles sont renforcées (OS 2.1);
- l'adoption de stratégies d'adaptation et d'atténuation et de pratiques de gestion des risques adaptées au contexte régional est mise en avant en vue de réduire la vulnérabilité des agriculteurs face aux chocs climatiques (OS 5.1 et 5.3).

52. La deuxième composante de l'initiative promeut une démarche axée sur les programmes en ce qui concerne le développement communautaire intégré ayant pour but **d'améliorer les moyens d'existence ruraux et l'accès aux ressources naturelles**. Les résultats attendus sont les suivants:

- les compétences entrepreneuriales des agriculteurs et leur participation au marché sont renforcées afin d'encourager les initiatives locales de développement rural en faveur d'une croissance inclusive et de l'émancipation économique dans les zones rurales (OS 3.4);
- la production et les filières commerciales durables et rentables sont développées afin de rapprocher les agriculteurs des associations de producteurs et des consommateurs grâce à des filières courtes, à des programmes d'alimentation scolaire et à d'autres moyens de promouvoir les achats locaux et les marchés territoriaux (OS 4.3);
- l'accès équitable des agriculteurs aux ressources naturelles est amélioré en vue de résoudre les problèmes liés à la fragmentation des terres dans la région, en contribuant à la consolidation des terres, à la constitution de réserves foncières et à la gestion du développement du marché des terres agricoles, conformément aux VGGT (OS 3.1).

53. Les besoins des femmes et des jeunes des zones rurales font l'objet d'une attention particulière, conformément au principe qui veut que personne ne soit laissé de côté (OS 3.1 et 3.4). Les migrations des zones rurales vers les zones urbaines, qui ne cessent d'augmenter, et la féminisation de l'agriculture que l'on observe dans la région seront ainsi abordées pendant les échanges de vues sur les politiques menés au niveau national. Les groupes de population vulnérables doivent par ailleurs avoir un meilleur accès au financement et aux avoirs productifs, à des possibilités d'emploi rural décent et aux mesures de protection sociale, comme Cash+, les systèmes participatifs de garantie et l'agriculture soutenue par la communauté (OS 3.1 et 3.3).

54. L'initiative fait une place toujours plus grande aux institutions rurales, comme les services de vulgarisation et de conseil rural et les écoles professionnelles, ainsi qu'aux autorités nationales qui interviennent dans la promotion de l'innovation et de l'informatisation dans le secteur agricole, en vue de moderniser et de consolider les canaux disponibles pour la diffusion de connaissances et d'informations aux agriculteurs dans les pays (OS 3.1). Conformément au cadre de la Décennie des

Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028), le programme de travail planifié intensifiera la mobilisation au service de nouveaux partenariats, d'entreprises communes et d'investissements sur mesure destinés à venir en aide aux petits agriculteurs dans toute la région.

***Initiative régionale 2: transformer les systèmes alimentaires et faciliter l'accès et l'intégration aux marchés***

55. L'initiative régionale 2 agit sur les politiques dans le but de renforcer les moyens institutionnels dans toute l'Europe et l'Asie centrale pour maximiser le potentiel commercial, notamment au moyen de solutions numériques, et d'accroître les capacités des petits et moyens producteurs agroalimentaires en mettant en place des systèmes alimentaires durables et inclusifs. Conformément au Programme 2030, son programme de travail contribue directement aux ODD 1, 2, 5, 8, 12 et 17.

56. La première composante de l'initiative vise à **faire en sorte que les pays soient mieux en mesure de comprendre et d'appliquer les accords commerciaux de l'OMC et les politiques relatives au commerce agroalimentaire ainsi que de faciliter l'accès et l'intégration aux marchés**. Les résultats attendus sont les suivants:

- une meilleure harmonisation entre les mesures relatives au commerce et aux marchés et les accords commerciaux mondiaux, régionaux et bilatéraux est favorisée (OS 4.1);
- des produits de connaissances sont mis au point et diffusés, dont des études macroéconomiques et microéconomiques des secteurs agricoles, des analyses des tendances des marchés, de l'évolution des politiques commerciales et des conditions d'accès aux marchés et des évaluations des perspectives et des politiques agricoles (OS 4.4);
- les stratégies d'investissement cohérentes aux plans interne, régional et mondial et les dispositifs d'information sur les prix et les marchés, propices à des systèmes alimentaires durables, sont mis en avant afin de développer les possibilités d'entrepreneuriat pour les petits agriculteurs, les exploitations familiales et les entreprises du secteur agroalimentaire (OS 4.4).

57. La deuxième composante de l'initiative est axée sur le renforcement des capacités nationales pour ce qui est d'assurer un **meilleur respect des normes mondiales de sécurité sanitaire et de qualité des aliments, en particulier des règles sanitaires et phytosanitaires et des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux**, définies par le Codex Alimentarius, la CIPV et l'OIE. Les résultats attendus sont les suivants:

- la participation des pays à la révision et à la définition des normes relatives à la sécurité sanitaire des aliments et à la santé des animaux et des végétaux et l'application desdites normes, par l'intermédiaire de réseaux d'experts régionaux, sont renforcées (OS 4.2);
- la sensibilisation et les cadres et moyens de réglementation sont renforcés en ce qui concerne les organismes nuisibles et maladies transfrontières, endémiques et émergents, les risques liés à la sécurité sanitaire des aliments, la résistance aux antimicrobiens (y compris les mesures de prévention et de protection) et le perfectionnement des systèmes de surveillance et de diagnostic en laboratoire (aussi bien par les institutions publiques que par les opérateurs des chaînes de valeur) (OS 4.2);
- des événements et activités thématiques sont organisés dans le cadre de l'Année internationale de la santé des végétaux, de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments, de la Semaine mondiale pour un bon usage des antibiotiques et d'autres occasions spéciales.

58. La troisième composante vise à **promouvoir des chaînes de valeur agroalimentaires inclusives et efficaces et à multiplier les possibilités d'accès à des marchés internes et à des marchés d'exportation plus diversifiés** en favorisant les systèmes alimentaires inclusifs, efficaces et durables, adaptés à une alimentation saine, aux préférences des consommateurs et aux écosystèmes ruraux. Les résultats attendus sont les suivants:

- les chaînes de valeur tenant compte de la nutrition (y compris les filières courtes), les marchés locaux et territoriaux, les relations entre zones urbaines et zones rurales et les marchés régionaux et internationaux sont renforcés (OS 4.2);
- les capacités nationales en matière de prévention et de réduction des pertes et gaspillages de nourriture sont développées grâce à de meilleurs cadres de réglementation et à la sensibilisation des décideurs publics, des producteurs, des fabricants et des consommateurs (OS 4.2);
- des stratégies efficaces sont mises en avant pour développer les produits niches, dont les indications géographiques, les produits biologiques et les produits alimentaires locaux présentant un potentiel commercial et exportateur, dans le but de multiplier et de diversifier les possibilités commerciales qui s'offrent aux petits et moyens producteurs du secteur agroalimentaire (OS 4.2).

59. En veillant à accorder toute l'attention qu'elle mérite à la priorité transversale que constitue la lutte contre la malnutrition et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation, l'initiative contribuera à enrichir les connaissances aux plans national et régional, notamment en examinant et en analysant les politiques nationales de sécurité alimentaire et de nutrition, l'évolution des habitudes alimentaires, les systèmes alimentaires et le coût des régimes alimentaires. En s'intéressant à bon nombre des éléments des systèmes alimentaires, l'initiative jouera un rôle central dans la promotion d'une perspective fondée sur les systèmes alimentaires durables et le dialogue avec des acteurs clés, dont les organes régionaux responsables de la sécurité alimentaire et de la nutrition. L'initiative accélérera par ailleurs la conception de politiques, d'interventions et d'investissements qui s'attaquent aux causes profondes de l'obésité et de la sous-alimentation et favorisent une alimentation saine et nutritive pour tous (OS 1.4).

### ***Initiative régionale 3: gérer durablement les ressources naturelles et protéger la biodiversité face à l'évolution du climat***

60. L'initiative régionale 3 s'intéresse aux enjeux liés à la durabilité dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie et de la pêche dans toute la région en s'appuyant sur un plan de programmation multidisciplinaire et intégré. Ses composantes relatives aux travaux d'analyse, aux politiques et à l'aide au développement des compétences ont pour finalité d'instaurer une gestion durable des ressources naturelles ainsi que des systèmes alimentaires, des écosystèmes et des moyens d'existence ruraux résilients face au changement climatique. Elle aide les pays à progresser dans la mise en œuvre du Programme 2030, en particulier des ODD 1, 2, 6, 12, 13, 14 et 15.

61. Au titre de sa première composante, l'initiative continue **d'améliorer l'harmonisation des politiques, la coordination et la coopération** en veillant à la prise en compte systématique de la gestion durable des ressources naturelles, des capacités d'adaptation à l'évolution du climat et de la réduction des risques de catastrophe dans les stratégies de développement nationales. Les résultats attendus sont les suivants:

- l'examen des dimensions environnementale, économique et sociale de la durabilité est amélioré à tous les niveaux de prise de décisions au sein des pays Membres afin d'exploiter les possibilités offertes par des solutions adaptées à la région et fondées sur la nature. Il s'agit plus particulièrement de formuler des orientations stratégiques et politiques sur l'intégration de solutions fondées sur la nature dans le secteur agricole ainsi que sur la conservation de la biodiversité, la régénération et la diversification des moyens d'existence afin de dynamiser la transition des pays vers des systèmes agricoles et alimentaires durables (OS 2.4);
- la gouvernance de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et du changement climatique est renforcée, conformément aux engagements pris au niveau international (OS 2.3);
- les règles agroenvironnementales nationales sont perfectionnées afin que la production agricole soit plus durable et que son empreinte carbone soit aussi faible que possible (OS 2.2).

62. La deuxième composante de l'initiative a pour objet d'aider les pays à **se doter de méthodes, d'outils et de services favorisant une prise de décisions fondée sur des éléments concrets**. Les résultats attendus sont les suivants:

- les méthodes de statistique et d'analyse des données dont se servent les pays pour quantifier et mesurer les changements et évolutions qui se produisent sont renforcées pour permettre aux pays de contrôler et de faire le point sur les politiques dans le cadre de processus de gouvernance multilatéraux majeurs, dont le Programme 2030 et les ODD, l'Accord de Paris et les contributions déterminées au niveau national, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et sa neutralité en matière de dégradation des terres, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et la Convention sur la diversité biologique (OS 2.4);
- les méthodes nationales de recensement agricole, conformément aux indicateurs des ODD, et la collecte de données ventilées par sexe dans tous les secteurs sont améliorées (OS 2.4).

63. Enfin, l'initiative exploitera sa troisième composante pour **intensifier son appui au renforcement des capacités des pays en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets et de gestion durable des ressources naturelles**, dont les forêts, le sol et l'eau. Les résultats attendus sont les suivants:

- la résilience de la biodiversité dans la région est améliorée grâce à des approches écosystémiques, telles que l'agroécologie et les SIPAM, et au moyen d'innovations scientifiques et technologiques. Les pays seront épaulés dans la gestion durable et la conservation des ressources génétiques, la mise en place de systèmes semenciers locaux solides, la promotion de l'agroforesterie, la gestion durable des zones arides, l'amélioration de la santé des sols, la gestion intégrée des ressources en eau et l'utilisation de pratiques efficaces de régénération (OS 2.2);
- la préparation aux catastrophes, la planification d'urgence et les interventions après une catastrophe – dans le contexte des catastrophes naturelles, des chocs liés au changement climatique, du risque de sécheresse et de l'apparition de foyers d'organismes nuisibles et de maladies – sont renforcées par des conseils techniques et des formations sur la surveillance des risques, les systèmes d'alerte rapide, les services agrométéorologiques et l'évaluation des pertes et des dommages (OS 5.1, 5.2 et 5.4).

64. L'initiative déploie une énergie considérable pour aider les Membres à mobiliser des ressources à l'échelle requise pour honorer leurs engagements nationaux et mondiaux. Depuis son approbation, l'initiative œuvre pour débloquer l'accès des pays à des guichets de financement de l'action climatique tels que le FVC et le FEM et d'autres instruments de financement pour le développement. Face à la demande croissante, elle intensifiera son appui au cours de ce nouvel exercice biennal. En établissant des relations plus approfondies avec ses différents partenaires et en mettant en place des plateformes d'échange et de collaboration, l'initiative cherche à activer un dialogue global et intégré, qui tienne compte des liens complexes qui existent entre les différents aspects du développement et qui favorise les partenariats multidimensionnels.

### ***Initiative Main dans la main***

65. Les initiatives régionales profiteront de la nouvelle Initiative Main dans la main pour mettre en avant des innovations sociales et techniques auprès des pays dans la région et, ainsi, accélérer les échanges de connaissances et les investissements dans le secteur agricole en vue de mieux contribuer à la réalisation de l'ODD 1, de l'ODD 2 et d'autres ODD au plan national. L'Initiative Main dans la main fournira une assistance fondée sur des éléments concrets, tirant parti de l'expérience des pays à revenu



élevé en matière de collecte de données, d'analyse, de politiques, d'investissement, de campagnes de mobilisation et de partenariats<sup>51</sup>.

---

<sup>51</sup> **FAO.** 2020. *Initiative Main dans la main de la FAO: une nouvelle approche*. ERC/20/12 Rev.1.  
<http://www.fao.org/3/nc347fr/nc347fr.pdf>.